

Loteries et lotos des associations : du nouveau !



© 2024 Les Echos Publishing

Les jeux d'argent et de hasard sont, en principe, interdits. Par exception, les associations sont cependant autorisées à organiser des loteries, des tombolas et des lotos pour financer leurs activités.

La récente loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative harmonise et élargit les causes de recours à ces jeux afin de tenir compte de la diversité des activités associatives.

Ainsi, jusqu'alors, les lotos pouvaient être organisés uniquement dans un but social, culturel, scientifique, éducatif, sportif ou d'animation sociale. Et les loteries et tombolas ne devaient être destinées qu'à des actes de bienfaisance, à l'encouragement des arts ou au financement d'activités sportives à but non lucratif.

Désormais, dans un souci de simplification, les autorisations de recours sont les mêmes pour les loteries, tombolas et lotos. Ainsi, ceux-ci doivent être exclusivement destinés à des causes scientifiques, sociales, familiales, humanitaires, philanthropiques, éducatives, sportives ou culturelles ou à la protection animale ou à la défense de l'environnement.

Une autorisation ou déclaration préalable

Les loteries et tombolas doivent être autorisées par le maire de la commune du siège social de l'association organisatrice et, à Paris, par le préfet de police.

Toutefois, désormais, ils doivent seulement faire l'objet d'une déclaration préalable à ces mêmes autorités lorsqu'ils sont organisés par une association ou fondation reconnue d'utilité publique.

Rappel : les lotos peuvent être organisés librement par les associations. Aucune autorisation ou déclaration n'est exigée.

[Loi n° 2024-344 du 15 avril 2024, JO du 16](#)

© 2024 Les Echos Publishing